

Le petit Larouche

sur la Colline

L'ABC de la vie d'une députée

Avril a été marqué par le dépôt du budget fédéral. Bien que la plupart des mesures prévues au budget aient été annoncées graduellement au cours des semaines précédant son dévoilement, une analyse complète s'imposait avant de prendre position sur son contenu.

Nous voterons finalement contre ce budget, étant donné les nombreuses ingérences dans les champs de compétence provinciaux, sans parler de nos demandes qui n'ont pas été considérées.

Concernant le dossier du logement, faire fi des besoins spécifiques du Québec, parler directement aux municipalités, ne pas tenir compte des plans d'urbanisme, du plan d'aménagement et des plans de protection du territoire de Québec sont des preuves flagrantes d'ingérence.

Le 10 avril dernier, j'ai assisté à la conférence de presse de mon collègue Denis Trudel, alors qu'il présentait le rapport de sa tournée logement et itinérance. Afin de s'attaquer à cette crise et trouver des solutions, 12 propositions en ont émané :

1. Augmentation du financement dédié au logement social et communautaire.
2. Simplification des programmes et l'arrimage avec les programmes du Québec.
3. Poursuite d'un objectif de 20% des logements sociaux et communautaires.
4. Mise en place d'un fonds d'acquisition pour le secteur social et communautaire.
5. Réduction des taux d'intérêt pour la construction de logements sociaux et abordables pour les personnes à faible revenu.
6. Création d'un programme de prêts à bas taux pour les premiers acheteurs.
7. Mise en place d'actions concrètes pour empêcher que les logements soient l'objet de spéculation.
8. Redéfinition du terme « abordable » dans les programmes pour répondre à la réalité des ménages et des différentes régions du Québec.
9. Renforcement de la loi « anti-flip » en augmentant la période pendant laquelle un propriétaire doit conserver sa maison ou ses propriétés pour bénéficier de l'exemption de gains en capital sur les profits de la vente, sauf exceptions.
10. Augmentation et indexation du seuil des coûts de rénovation permis par porte pour les HLM sous convention.
11. Rendre accessibles plus de terrains et de bâtiments dans le programme des terrains fédéraux.
12. Augmentation, pérennisation et indexation du financement en itinérance.

Le Bloc Québécois avait identifié cinq priorités comme incontournables au budget :

1. Compenser sans conditions et entièrement toute ingérence dans les champs de compétence du Québec ;
2. Hausser la pension de la sécurité de la vieillesse dès 65 ans, sans discrimination sur l'âge ;
3. Rembourser au Québec le milliard de dollars dépensé dans l'accueil des demandeurs d'asile à la place d'Ottawa.
4. Cesser immédiatement toute subvention, incluant fiscale, aux énergies fossiles et soutenir plutôt la transition vers les énergies propres.
5. Transférer au Québec les sommes dédiées au logement.

Malheureusement, aucune n'a été inscrite dans le dernier budget. Nous poursuivrons donc la défense de ces idées qui visent une meilleure justice sociale dans un environnement plus sain. Les prochaines semaines de discussion autour du budget seront cruciales. Nous en reparlerons en juin, à quelques semaines de la fin de la session parlementaire.

VOTRE DÉPUTÉE DE SHEFFORD



ANDRÉANNE LAROUCHE

Votre députée de Shefford

🏠 400, rue Principale, bureau 101
Granby (Québec) J2G 2W6

✉ andreanne.larouche@parl.gc.ca

☎ (450) 378-3221
Sans frais : 1-866-929-0939

🌐 andreannelarouche.ca

📱 /votredeputeedeShefford

